

N°DCA-2024-001

- Membres théoriques :  
20
- Membres en exercice :  
20
- Membres présents :  
16
- Pouvoirs :  
4
- Votants :  
20

**CONSEIL D'ADMINISTRATION DU  
SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**



**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**EVOLUTION DES RESSOURCES ET CHARGES PREVISIBLES POUR L'ANNEE 2024**

Le 25 janvier 2024, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 10 janvier 2024, s'est réuni à la Direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (11 membres) avec 16 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

**Étaient présents :** Monsieur André GAUTIER, Président,

**I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :**

**Titulaires**

Mmes Pierrette CANU, Louisa COUPPEY, Claire GUEROULT, Christine MOREL, Dominique TESSIER.  
MM. Nicolas BERTRAND, Olivier BUREAUX, Gérard COLIN, Bastien CORITON, Guillaume COUTEY, Dominique METOT, Nicolas ROULY, Didier TERRIER.

**Suppléants**

Mme Patricia RENOU.  
M. Pierre AUBRY.

**II. Membres avec voix consultative :**

MM. le Colonel hors classe Stéphane GOUZEC, le Colonel Thierry SENEZ, le Lieutenant-Colonel Chris CHISLARD, le Lieutenant-Colonel Hervé COLIBERT, Monsieur Thierry LEMARIE.

**III. Membre de droit :**

M. Clément VIVES, Directeur de Cabinet, représentant Monsieur le Préfet.

**IV. Pouvoirs :**

Madame Virginie LUCOT-AVRIL à Monsieur André GAUTIER.  
Monsieur Julien DEMAZURE à Monsieur Nicolas BERTRAND.  
Monsieur Florent SAINT-MARTIN à Madame Louisa COUPPEY.  
Monsieur Jean-Pierre THEVENOT à Monsieur Bastien CORITON.

**Étaient absents excusés :**

Mmes Chantal COTTEREAU - représentée, Virginie LUCOT-AVRIL, Marie-Agnès POUSSIER-WINSBACK – représentée.

MM. Julien DEMAZURE, Florent SAINT-MARTIN, Jean-Pierre THEVENOT, le Lieutenant-Colonel Hervé TESNIERE, le Commandant Julien HURE – représenté, le Capitaine Nicolas VACLE, le Lieutenant Jérôme ANQUETIL, l'Adjudant-Chef Philippe SEVESTRE, Monsieur Patrick D'ANGELO, payeur départemental par intérim.

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*

<b>Projet d'établissement</b>		
<b>Les Politiques</b>	<b>Les Axes Stratégiques</b>	<b>Les Segments de Travail</b>
<i>Toutes</i>	<i>Tous</i>	<i>Tous</i>

\*

\* \*

Vu :

- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L1424-35,

\*

\* \*

Comme les collectivités territoriales de plus de 3 500 habitants, le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) est soumis à une préparation budgétaire intégrant une phase de débats dans le cadre de la présentation du rapport d'orientations budgétaires pluriannuel puis un vote du budget primitif annuel.

En parallèle, conformément à l'article L.1424-35 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), le Sdis 76 doit conduire une démarche destinée à permettre à ses principaux financeurs d'inscrire dans leurs budgets respectifs les crédits nécessaires à son financement.

Ainsi, il doit adopter deux délibérations :

- une première portant sur l'évolution de ses ressources et de ses charges prévisibles qui doit être transmise au Conseil départemental afin qu'il vote sa contribution au Sdis,
- une seconde portant fixation du montant prévisionnel des contributions des communes et établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) qui doit être notifiée avant le 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice concerné.

Le présent rapport traite de l'évolution des ressources et des charges prévisibles du Sdis 76 pour l'exercice 2024.

Le vote du budget primitif interviendra le 25 mars prochain. Les orientations budgétaires vous sont également présentées lors de cette séance soit dans les deux mois qui précède ce vote, conformément à la réglementation.

Le choix de décaler le vote du budget en mars intervient dans le cadre d'une démarche de l'établissement de reprise de ses résultats pour limiter les appels à contribution de ses financeurs. De ce fait, les éléments chiffrés présentés ci-après sont en cours de validation définitive et peuvent être amenés à évoluer d'ici le vote du budget primitif.

Cette première étape du cycle budgétaire 2024 a pour objet d'évoquer les principales évolutions des dépenses prévisionnelles ainsi que les financements, notamment en provenance du Conseil départemental.

Ce rapport développera les évolutions des ressources (I) et des charges (II) prévisionnelles telles qu'elles se profilent pour 2024, tant en section de fonctionnement que d'investissement.

Cela permettra de visualiser les grands équilibres prévisionnels du budget du Sdis76 pour l'exercice à venir (III).

## I – Les recettes prévisionnelles

### A – Les recettes de fonctionnement

En millions d'euros	Budget 2023	Perspectives 2024	Evolution en valeur	Evolution en pourcentage
Contribution du Département	48,231	49,381	1,150	2,38%
Contribution des communes et EPCI	38,825	40,184	1,359	3,50%
Autres recettes	6,526	7,829	1,303	19,97%
Ressource d'ordre en provenance de la section d'investissement	0,150	0,000	-0,150	-100,00%
<b>Sous-total</b>	<b>93,732</b>	<b>97,394</b>	<b>3,662</b>	<b>3,91%</b>

Les recettes d'exploitation annuelles du Sdis76 devraient progresser de près de 3,662M € en 2024, soit une progression globale de 3,91 %, hors reprise anticipée des résultats.

Le fonctionnement du Sdis 76 est principalement financé par les collectivités qui l'administrent. S'agissant du bloc communal, le montant des contributions est plafonné par le niveau de l'inflation. L'indice des prix à la consommation de septembre 2023, utilisé pour le calcul des contributions, s'établit à 4,9 %.

#### Les contributions

Les contributions du Département, des communes et des EPCI représentent près de 90 % des recettes de fonctionnement de l'établissement.

##### - La contribution du Département

Le Département est le principal partenaire et financeur du Service. Sa contribution pour la période 2023-2028 a été actée avec une évolution de 1 M€ tous les ans par convention signée le 4 avril 2023.

Ce partenariat se structure aujourd'hui sur la base d'une relation de confiance entre les deux entités. Aussi, conscient des enjeux pour l'établissement, le Conseil départemental soutient le Sdis 76, notamment dans sa volonté de renforcer les effectifs pour atteindre à terme des effectifs à hauteur des enjeux de couverture opérationnelle d'un Sdis de catégorie A.

##### - Les contributions apportées par le bloc communal

Les contributions appelées auprès des communes et intercommunalités constituent la seconde source de financement du Sdis 76.

Conscient des effets de cette évolution sur les budgets contraints et compte tenu des éléments évoqués supra, il a été proposé en décembre 2023 de minorer le poids de l'inflation à 3,5% contre 4,9 %, soit une baisse des contributions de 545K € par rapport aux contributions qui auraient dû être appelées.

Ainsi, la contribution du bloc communal s'établit à 40,18 M €, en application de ce taux.

#### Les autres recettes

A ce stade, les recettes réelles, autres que les contributions, devraient rester marginales dans la mesure où elles représentent 8 % des recettes d'exploitation du Sdis.

Elles sont principalement rythmées d'une part, par les interventions soumises à facturation (notamment celles relatives aux carences, la facturation des prestations de formation auprès des autres Sdis, les participations des Grands ports maritimes de Rouen et Le Havre ou encore du CNPE de Penly) et d'autre part, de la reprise de provision réalisée dans le cadre du protocole d'accord syndical.

## B – Les recettes d'investissement

En millions d'euros	Budget 2023	Perspectives 2024	Evolution en valeur	Evolution en pourcentage
FCTVA	2,824	2,636	-0,188	-6,66%
Subventions	4,050	4,082	0,032	0,79%
<i>Dont en provenance du CD</i>	2,774	2,936	0,162	5,84%
<i>Dont en provenance du bloc communal</i>	1,075	0,993	-0,082	-7,63%
<i>Dont autres partenaires</i>	0,201	0,153	-0,048	-23,88%
Emprunts	11,799		-11,799	-100,00%
<b>Sous-total</b>	<b>18,673</b>	<b>6,718</b>	<b>-11,955</b>	<b>-64,02%</b>

Le Sdis 76 poursuit sa démarche de diversification de ses modes de financement.

### Le fonds de compensation de la TVA

Le montant du FCTVA est estimé à 2,636 M €. Ce montant correspond à 16,404 % du montant prévisionnel des dépenses d'investissement réalisées sur l'exercice 2023 et éligibles au dispositif. Il a pour objet la compensation par l'état aux collectivités et à leurs établissements de la charge de TVA supportée sur les dépenses réelles d'investissement de l'exercice antérieur.

### Les subventions

Seules les subventions ayant d'ores et déjà été attribuées ou ayant fait l'objet d'un accord de principe de nos partenaires institutionnels (Centres Nucléaires de Production d'Electricité de Penly et Paluel, Grand Port Maritime du Havre et de Rouen) sont projetées sur l'exercice 2024 pour un montant de 153 K €.

Par ailleurs, dans le cadre des programmes d'investissement tant sur la partie immobilière que mobilière, les versements des participations du bloc communal et du Conseil départemental sont attendus pour un montant prévisionnel de 3,929 M €, respectivement à hauteur de 0,993 M € et 2,936 M €.

Pour mémoire, le Conseil Départemental s'engage à financer les travaux réalisés dans le cadre de la programmation immobilière, à hauteur de 20 % du montant HT des opérations.

S'agissant de la couverture opérationnelle du territoire de la métropole rouennaise, un partenariat a été formalisé au travers de la réhabilitation, construction ou reconstruction de Centres d'incendie et de secours (Cis).

Dans ce cadre, les deux collectivités s'engagent à soutenir financièrement le Service à hauteur de 20 % du montant HT des opérations.

### Les emprunts

Le montant de l'emprunt est la variable d'ajustement pour équilibrer la section d'investissement. Son montant sera déterminé dès connaissance du résultat à reprendre 2023 sur 2024.

## II – Les dépenses prévisionnelles

Au regard de la situation économique et de l'inflation sur les matières premières, le Sdis 76 veille à contenir ses dépenses tout en restant attentif à l'évolution de certains postes de dépenses sous tension.

### A – Les charges de fonctionnement (hors frais financiers et amortissements)

En millions d'euros	Budget 2023	Perspectives 2024	Evolution en valeur	Evolution en pourcentage
Chapitre 011 - charges à caractère général	13,127	14,438	1,311	9,99%
Chapitre 012 - charges de personnel	72,621	79,753	7,132	9,82%
Chapitre 65 - autres charges courantes	1,326	1,421	0,095	7,16%
Chapitre 67 - charges exceptionnelles	0,008	0,000	-0,008	-100,00%
Chapitre 68 - provisions	0,000	0,000	0,000	NC
Chapitre 023 - virement à la section d'investissement	0,000	0,000	0,000	NC
Dépenses imprévues	0,599		-0,599	-100,00%
<b>Sous-total</b>	<b>87,681</b>	<b>95,612</b>	<b>7,931</b>	<b>9,05%</b>

L'évolution des différents postes de dépenses devrait être la suivante :

#### Les charges à caractère général

Les charges à caractère général retracent les dépenses majoritairement dites incompressibles de l'établissement : carburant, fluides, entretien des bâtiments et des véhicules.

Ce chapitre est pleinement impacté à la fois par le contexte économique international et par l'inflation.

Ainsi, les charges à caractère général représentent plus de 15 % des dépenses d'exploitation.

#### Les charges de personnel

Les charges de personnel constituent le principal poste de dépenses de la section de fonctionnement et représentent ainsi plus de 83 % des dépenses d'exploitation.

Ce chapitre affiche une progression de plus de 9 % ; cela s'inscrit dans la volonté poursuivie par l'établissement en matière d'effectifs. En effet, l'objectif du Sdis 76 est de renforcer progressivement les unités opérationnelles à hauteur de 15 sapeurs-pompiers professionnels (SPP) et un emploi support par an, pour la période 2023 - 2028.

De voté 2023 à BP 2024, la variation est de 5,65% soit +4,3 M€

Ce chapitre tient compte des évolutions réglementaires en faveur du personnel suivantes :

- L'évolution du point d'indice en année pleine,
- L'évolution du taux horaire des indemnités de sapeur-pompier volontaire,
- La revalorisation du SMIC,
- La revalorisation des grilles indiciaires.

De plus, dans le cadre des évolutions à venir au sein de la Centrale de Production d'Electricité (CNPE) de Penly, le Service projette une augmentation des effectifs en vue d'assurer la sécurité du site. Aussi, un renfort de 29 SPP et un officier coordinateur ont commencé à être déployé depuis 2023.

Les frais de fonctionnement occasionnés, notamment au niveau de la masse salariale, seront intégralement compenser par la participation d'EDF.

La valeur faciale du titre-restaurant a été portée à 8,10 € au 1<sup>er</sup> janvier 2023 et ne devrait pas connaître d'évolution en 2024.

### Les autres charges courantes

Elles sont projetées en hausse de plus de 7 %.

Cette évolution s'explique pour partie par une augmentation de la subvention d'équilibre au budget annexe, en lien avec les évolutions de prix des matières premières et l'impact de ces derniers sur les objectifs de la loi Egalim (loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et une alimentation saine et durable et accessible à tous).

Par ailleurs, outre la subvention d'équilibre, ce chapitre flèche les dépenses relatives aux droits informatiques en nuage.

Enfin, avec le passage à la nomenclature comptable M57, la majorité des crédits affectés au chapitre 67 sont maintenant imputés sur le chapitre des « autres charges courantes » venant modifier l'équilibre des inscriptions entre ces deux chapitres.

### B – Les dépenses d'investissement (hors frais financiers et amortissements)

En millions d'euros	Budget 2023	Perspectives 2024	Evolution en valeur	Evolution en pourcentage
Dépenses d'équipement et de travaux	23,062	20,329	-2,733	-11,85%
Dépenses imprévues	0,500	0,000	-0,500	-100,00%
<b>Sous-total</b>	<b>23,562</b>	<b>20,329</b>	<b>-3,233</b>	<b>-13,72%</b>

L'essentiel des dépenses de cette section est consacré au plan pluriannuel d'investissement (PPI) du Sdis. Ces dépenses sont majoritairement intégrées dans des autorisations de programme (AP), tant pour les dépenses mobilières qu'immobilières et tiennent compte pour 2024 de la capacité à faire de l'établissement.

Des crédits hors AP pour 200 K € sont actuellement prévus pour d'une part, les frais d'insertion et d'autre part, le versement du dernier acompte de 175 K € dans le cadre du déploiement du nouveau système de gestion opérationnel NexSIS 18-112.

Par ailleurs, un plan pluriannuel d'équipement (PPE) avait été établi pour la période 2019-2022. Dans le cadre du vote du budget primitif 2024, en mars prochain, un nouveau plan pluriannuel sera soumis à l'approbation du Conseil d'administration pour la période 2024-2028.

Ce dernier comprendra notamment les dépenses afférentes au Plan pluriannuel d'Equipement, mais également celles afférentes au Plan Pluriannuel Numérique (PPN).

Une partie des crédits de paiement (CP) pour 2024 sont déjà approuvés par le Conseil d'administration et s'établissent comme suit :

N°AP	Libellé de l'autorisation de programme	CP 2024
2022000001	Toitures et façades	1 210 000,00 €
2022000002	Sécurisation des sites	470 000,00 €
<b>Sous-total Immobilier hors NPI</b>		<b>1 680 000,00 €</b>
2017000001	Travaux au Centre de formation	460 000,00 €
2017000004	Construction CIS Duclair	920 000,00 €
2018000003	Construction CIS Fécamp	2 690 000,00 €
2019000008	Construction Montville Malaunay	2 450 000,00 €
2020000001	Construction CIS Bosc-Le-Hard	1 620 000,00 €
2023000002	Construction Sotteville-les-Rouen	275 000,00 €
2023000003	Construction Saint Martin de Boscherville	150 000,00 €
<b>Sous-total Immobilier NPI</b>		<b>8 565 000,00 €</b>

Certains crédits de paiement, bien qu'approuvés, devront faire l'objet d'un ajustement lors du vote du budget 2024 pour les opérations suivantes :

N°AP	Libellé de l'autorisation de programme	CP prévisionnels 2024
2013000002	Modernisation des outils informatiques	74 573,98 €
2022000003	Système de gestion des données de référence et système d'information décisionnel	127 730,00 €
2014000012	Construction CIS Le Havre Sud	1 297 870,00 €
2019000007	Construction CIS Les Grandes Ventes	260 327,63 €
2023000001	Construction Le Grand-Quevilly	416 704,00 €

De nouvelles AP pourront être proposées pour répondre aux enjeux de formation, de modernisation et résilience opérationnelle. De plus, les travaux donnant lieu à des « petites » réhabilitations et des travaux d'amélioration des conditions de travail dans les bâtiments du Sdis 76 et seront également intégrés dans les prévisions 2024.

Enfin, les frais afférents à la sécurité de la CNPE de Penly seront intégralement pris en charge par EDF.

C – Les amortissements, leur neutralisation et les opérations d'ordre patrimoniales

En millions d'euros	Budget 2023	Perspectives 2024	Evolution en valeur	Evolution en pourcentage
Amortissements des dépenses	8,200	9,567	1,367	16,67%
Amortissements des recettes	0,392	0,528	0,136	34,69%
Neutralisation de l'amortissement des opérations en lien avec des biens immobiliers	2,045	2,108	0,063	3,08%
Opérations d'ordre patrimoniales en dépenses	0,150	0,415	0,265	176,67%
Opérations d'ordre patrimoniales en recettes	0,150	0,415	0,265	176,67%
<b>Sous-total</b>	<b>5,763</b>	<b>6,931</b>	<b>1,168</b>	<b>20,27%</b>

La dotation aux amortissements est une opération d'ordre destinée à permettre l'autofinancement du renouvellement des équipements structurants.

L'amortissement des subventions d'équipements ainsi que la neutralisation des amortissements des opérations immobilières et des subventions d'équipements versées permettent au contraire d'atténuer l'impact de la dotation sur la section de fonctionnement.

D – Les annuités d'emprunts

En millions d'euros	Budget 2023	Perspectives 2024	Evolution en valeur	Evolution en pourcentage
Chapitre 16 - remboursement du capital	0,724	0,749	0,025	3,45%
Chapitre 66 - paiement des intérêts	0,288	0,286	-0,002	-0,69%
<b>Sous-total</b>	<b>1,012</b>	<b>1,035</b>	<b>0,023</b>	<b>2,27%</b>

Au 31 décembre 2023, le Sdis 76 était endetté à hauteur de 11,35 M €.

### III – Les grands équilibres prévisionnels du budget du Sdis 76 pour 2024

Le budget prévisionnel pour 2024 s'établit comme suit :

<b>Section de fonctionnement</b>
----------------------------------

En millions d'euros	Budget 2023	Perspectives 2024	Evolution en valeur	Evolution en pourcentage
Charges de fonctionnement	87,681	95,612	7,931	9,05%
Intérêts des emprunts	0,288	0,286	-0,002	-0,69%
Amortissements dépenses	8,200	9,567	1,367	16,67%
<b>Total</b>	<b>96,169</b>	<b>105,465</b>	<b>9,296</b>	<b>9,67%</b>

	Budget 2023	Perspectives 2024	Evolution en valeur	Evolution en pourcentage
<b>Total des recettes de fonctionnement</b>	<b>96,169</b>	<b>100,030</b>	<b>3,861</b>	<b>4,01%</b>

Ainsi, les dépenses de fonctionnement devraient s'élever à 105,46 M € pour 100,030 M € de recettes actuellement connues. Le différentiel devrait être financé à partir des excédents de fonctionnement du Sdis.

Le Sdis 76 devra, néanmoins, rester vigilant sur la maîtrise de ses charges de gestion dans un contexte toujours inflationniste. L'établissement devra s'assurer de respecter les engagements mutuels qu'il coconstruit dans le cadre de la nouvelle convention de partenariat avec le Conseil départemental.

Les dépenses d'investissement se projettent à 24,13 M €.

<b>Section d'investissement</b>
---------------------------------

En millions d'euros	Budget 2023	Perspectives 2024	Evolution en valeur	Evolution en pourcentage
Equipements et travaux	23,712	20,744	-2,968	-12,52%
Capital des emprunts	0,724	0,749	0,025	3,45%
Neutralisation	2,045	2,108	0,063	3,08%
Opérations d'ordre patrimoniales en dépenses	0,150			
Amortissements recettes	0,392	0,528	0,136	34,69%
<b>Total</b>	<b>27,023</b>	<b>24,129</b>	<b>-2,894</b>	<b>-10,71%</b>

	Budget 2023	Perspectives 2024	Evolution en valeur	Evolution en pourcentage
<b>Total des recettes d'investissement</b>	<b>27,023</b>	<b>16,700</b>	<b>-10,323</b>	<b>-38,20%</b>

Le budget primitif 2024 étant voté avec reprise anticipée du résultat, aucun emprunt ne devrait être nécessaire pour assurer l'équilibre de cette section.

\*  
\* \*

*Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.*

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20240125-DCA-2024-001-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 29/01/2024

Affichage : 29/01/2024

Pour l'autorité compétente par délégation



**Le Président du Conseil d'administration,**

Signé électroniquement, le 29/01/2024  
Andre GAUTIER, Président CASDIS

**André GAUTIER**